

## Justice Resources

**WHEREAS** in recent years, Parliament has made significant changes to criminal justice legislation, accompanied by statements suggesting that a more punitive approach and greater reliance on incarceration are required to address serious and pressing safety threats;

**WHEREAS** these statements may generate public fear and anxiety, leading to support for harsher criminal justice legislation;

**WHEREAS** Statistics Canada has documented that crime rates in Canada are not increasing, but have been stable or dropping since the mid 1990s;

**WHEREAS** the cost estimate for keeping a person in federal custody is \$147,467 per year, and in provincial or territorial custody is \$84,225 per year;

**WHEREAS** the Parliamentary Budget Officer completed a detailed analysis of the financial impact of one of the many criminal justice bills that recently passed, and projected that its cost would be about \$5 billion at the federal level over the next five years;

## Ressources de l'appareil judiciaire

**ATTENDU QU'**au cours des dernières années, le Parlement a apporté de substantielles modifications aux lois pénales, assorties de déclarations laissant entendre qu'une approche plus punitive et un recours plus important à l'incarcération sont nécessaires afin de répondre à de graves et pressantes menaces à la sécurité;

**ATTENDU QUE** ces déclarations peuvent engendrer la peur et l'anxiété du public, suscitant ainsi un mouvement de soutien pour des lois pénales plus sévères;

**ATTENDU QUE** Statistique Canada a établi que le taux de criminalité au Canada n'est pas à la hausse, mais est plutôt resté stable ou est même à la baisse depuis le milieu des années 1990;

**ATTENDU QUE** selon les estimations, le coût annuel de l'incarcération d'une personne dans une prison fédérale est de 147 467 \$, et que ce coût annuel est de 84 225 \$ dans une prison provinciale ou territoriale;

**ATTENDU QUE** le directeur parlementaire du budget a complété un examen détaillé des incidences financières de l'adoption d'un de nombreux récents projets de lois pénales, et a projeté que la nouvelle loi engendrerait des coûts d'environ 5 milliards de dollars au niveau fédéral au cours des cinq prochaines années;

**WHEREAS** the size of inmate populations and the costs of incarceration are expected to grow at significant rates as a result of recent legislative changes;

**WHEREAS** public resources spent on incarceration are unavailable for measures proven to be more effective in reducing criminal behavior, such as crime prevention, rehabilitation, and addressing poverty;

**WHEREAS** most offenders will return to society, and measures directed at rehabilitation and gradual monitored release have been shown most likely to improve public safety, while long periods of incarceration have the opposite effect;

**BE IT RESOLVED THAT** the Canadian Bar Association urge the federal government to provide resource assessments with all proposed criminal justice legislation to allow Canadians to develop informed opinions on whether the costs to be incurred are the most effective way of achieving public safety.

**ATTENDU QU'**il est prévu que les populations carcérales et les coûts d'incarcération connaîtront une croissance importante en raison de récentes modifications législatives;

**ATTENDU QUE** les ressources publiques qui sont affectées à l'incarcération ne peuvent être affectées à d'autres mesures dont la plus grande efficacité en matière de réduction de la criminalité a été démontrée, telles que les démarches de prévention du crime, de réadaptation et de lutte contre la pauvreté;

**ATTENDU QUE** la plupart des délinquants réintégreront la société et qu'il a été démontré que les mesures visant leur réadaptation et leur libération progressive sous surveillance sont les plus susceptibles d'améliorer la sécurité du public, alors que de longues périodes d'incarcération ont l'effet contraire;

**QU'IL SOIT RÉSOLU QUE** l'Association du Barreau canadien exhorte le gouvernement fédéral à présenter, lors du dépôt de tout projet de loi pénale, une évaluation de l'affectation des ressources, afin de permettre aux Canadiennes et aux Canadiens de se former des opinions éclairées sur la question à savoir si les coûts qui seraient encourus représenteraient le moyen le plus efficace pour assurer la sécurité du public.

**Resolution 11-11-A**

**Résolution 11-11-A**

**John D.V. Hoyles  
Chief Executive Officer/Chef de la direction**